

Saudi-Canada Fight Shows Need for Pipelines, Oil Group Says



The escalating trade battle between Canada and Saudi Arabia highlights the need for more pipelines to move oil and natural gas around the northern nation to improve its energy security, according to the Canadian oil industry's largest trade group.

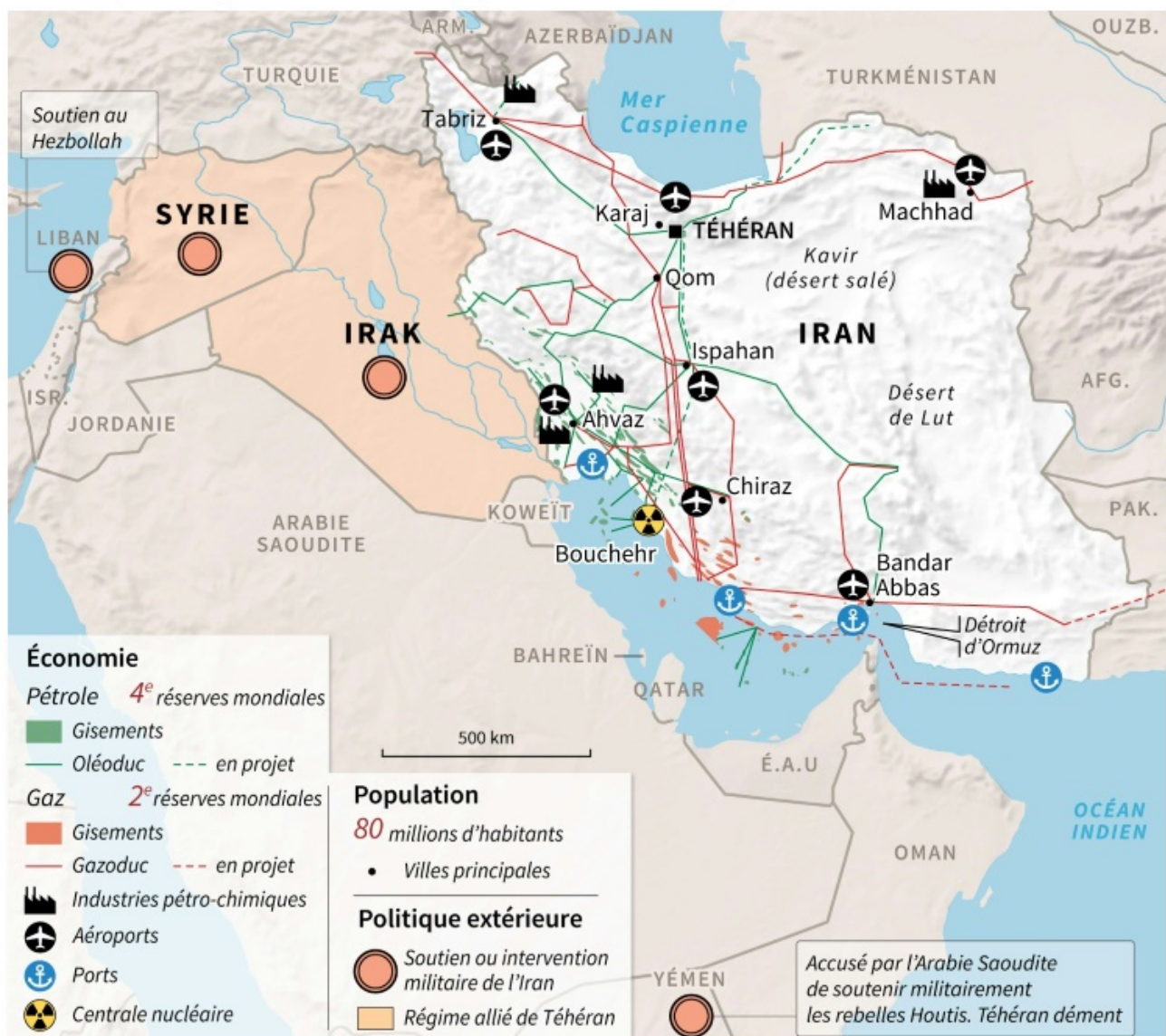
Canada's energy producers could supply a greater portion of their domestic market and satisfy more of world demand if they could move supply from producing regions to both coasts, said Ben Brunnen, vice president of oil sands operations and fiscal policy for the Canadian Association of Petroleum Producers. Canada imported about C\$1.17 billion (\$902.4 million) worth of oil and fuels from Saudi Arabia in the second quarter, according to Statistics Canada.

"Geopolitical tensions, whether they be with our largest trading partner, the U.S., or with other countries, illustrate the opportunity we have to improve energy security within our own borders and to expand our exports to global markets to

ensure we are getting the best price for our products,” Brunnen said in an emailed statement.

Iran/États-Unis : derrière le nucléaire, l'UE voit aussi une guerre du gaz

L'Iran, une puissance régionale au Moyen-Orient





Les Européens soupçonnent les Etats-Unis de chercher à neutraliser l'exploitation des énormes réserves de gaz iraniennes, grâce aux sanctions sur le nucléaire, afin d'ouvrir des débouchés à leur propre production, en plein essor avec le gaz de schiste.

“Les sanctions américaines vont toucher les exportations de pétrole et de gaz iranien vers l'Europe”, relève un responsable européen impliqué dans le dossier.

“Il s'agit clairement d'une nouvelle tentative de limiter une source d'approvisionnement différente afin que le gaz naturel liquéfié (GNL) américain puisse atteindre l'Europe plus facilement, sans concurrents”, explique-t-il à l'AFP sous couvert d'anonymat.

“Je ne crois pas que ce soit le but principal des sanctions contre l'Iran, mais c'est un effet induit”, nuance Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre Energie de l'Institut

français des relations internationales (IFRI).

“Il est clair que les investissements prévus ne vont pas avoir lieu. Je ne connais pas de grande société internationale qui va s’y risquer”, a-t-il pronostiqué dans un entretien téléphonique avec l’AFP.

Au grand dam des Européens, Washington a annoncé réimposer les sanctions levées dans le cadre de l’accord multilatéral conclu en 2015 en échange de l’engagement de Téhéran à geler son programme nucléaire.

Les Etats-Unis menacent Téhéran des sanctions “les plus fortes de l’Histoire” si les Iraniens refusent leurs conditions pour conclure un “nouvel accord” englobant leur programme de missiles balistiques.

Les entreprises européennes qui continueront de faire affaire en Iran dans des secteurs interdits par ces sanctions “seront tenues responsables”, a averti le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo.

-“Réserves faramineuses”-

L’annonce du possible désengagement d’Iran du géant pétrolier Total et de plusieurs autres entreprises européennes ont été au coeur des récents entretiens à Téhéran du commissaire européen à l’Energie Miguel Arias Canete.

“Les Iraniens doutent de la capacité des Européens à ne pas plier face aux intérêts américains”, a confié à l’AFP M. Canete au terme d’une série de rencontres avec le vice-président iranien Ali Saheli, le chef de la diplomatie Mohammad Javad Zarif et les ministres du Pétrole et de l’Energie.

Les Etats-Unis sont engagés dans une stratégie de conquête de marchés pour leur gaz naturel. Ils ont exporté 17,2 milliards de mètres cubes (m3) en 2017, dont 2,2% par méthaniers vers

les terminaux de l'Union européenne. Or "la capacité totale d'importation de gaz naturel de l'Europe va augmenter de 20% d'ici à 2020", selon le centre d'études IHS Markit.

Chaque année, les pays de l'UE importent deux tiers (66%) de leurs besoins de consommation. En 2017, ceci a représenté 360 milliards de m³ de gaz, dont 55 milliards de m³ de GNL, pour une facture de 75 milliards d'euros, selon les statistiques européennes.

A ce jour, la moitié du gaz acheté est russe, mais les Européens cherchent à briser cette dépendance.

"Les réserves iraniennes sont faramineuses et si l'Iran développe les installations adéquates, elles peuvent permettre à ce pays de devenir un important pourvoyeur (...) pour l'Europe", plaide M. Canete.

Téhéran possède les plus importantes réserves gazières au monde après la Russie, avec notamment le gisement off-shore de Pars Sud. Elle sont estimées à 191 trillions de m³. Le pays a exporté 10 milliards de m³ en 2017 par gazoduc vers la Turquie et l'Irak. Mais la solution pour l'avenir sera le GNL, transporté par méthaniers, soulignent les responsables européens.

Le ministre du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, a chiffré les besoins en investissements à quelque 200 milliards de dollars sur cinq ans. Le secteur de l'énergie a fourni 50 milliards de dollars de recettes à l'Etat en 2017, selon les données européennes.

-La Russie ciblée-

L'UE n'est pas la seule dans le collimateur de Washington.

"Un autre concurrent visé est la Russie avec son projet phare Nord Stream 2", observe le responsable européen.

Nord Stream 2 vise à doubler d'ici fin 2019 les capacités de

son grand frère Nord Stream 1, et permettre à davantage de gaz russe d'arriver directement en Allemagne via la mer Baltique, donc sans passer par l'Ukraine.

Le président Donald Trump exige son abandon. Il en a d'ailleurs fait un argument pour exonérer les Européens des taxes sur l'acier et l'aluminium, selon des sources européennes proches du dossier.

La chancelière allemande Angela Merkel défend vivement ce projet de gazoduc stratégique.

“Pour le moment, le GNL américain est plus cher que le gaz russe. Nous avons un libre marché. Le GNL doit être compétitif”, estime-t-on de source gouvernementale allemande.

Mais “Nord Stream 2 n'aide pas à la diversification énergétique cherchée par l'Europe”, reconnaît de son côté le commissaire Canete.

“L'Europe veut développer une stratégie de gaz liquéfié afin d'assurer sa sécurité énergétique, et l'Iran est une source d'approvisionnement importante”, insiste-t-il à l'adresse des Etats-Unis.

Pétrole : Arabie Saoudite et Russie envisagent une hausse de production au 3e trimestre



AFP

L'Arabie saoudite et la Russie, qui s'entendent depuis 2017 avec d'autres gros producteurs de pétrole pour limiter l'offre, ont jugé possible vendredi une hausse de la production à partir du troisième trimestre alors que les prix sont remontés récemment à leurs plus hauts niveaux depuis 2014.

Cité par les agences russes lors d'un forum économique à Saint-Pétersbourg, le ministre saoudien de l'Energie Khaled al-Faleh a jugé que les pays producteurs auront "bientôt la possibilité de libérer l'offre". "Comme nous l'avons toujours dit, le retour du pétrole sur le marché doit se faire progressivement. Nous ne le ferons pas rapidement. Cela interviendra probablement au deuxième semestre de cette année", a-t-il ajouté. "Si nous arrivons à l'idée commune qu'il est indispensable d'assouplir le niveau (de production, ndlr), cela doit se faire à partir du troisième trimestre", a estimé de son côté le ministre russe Alexandre Novak.

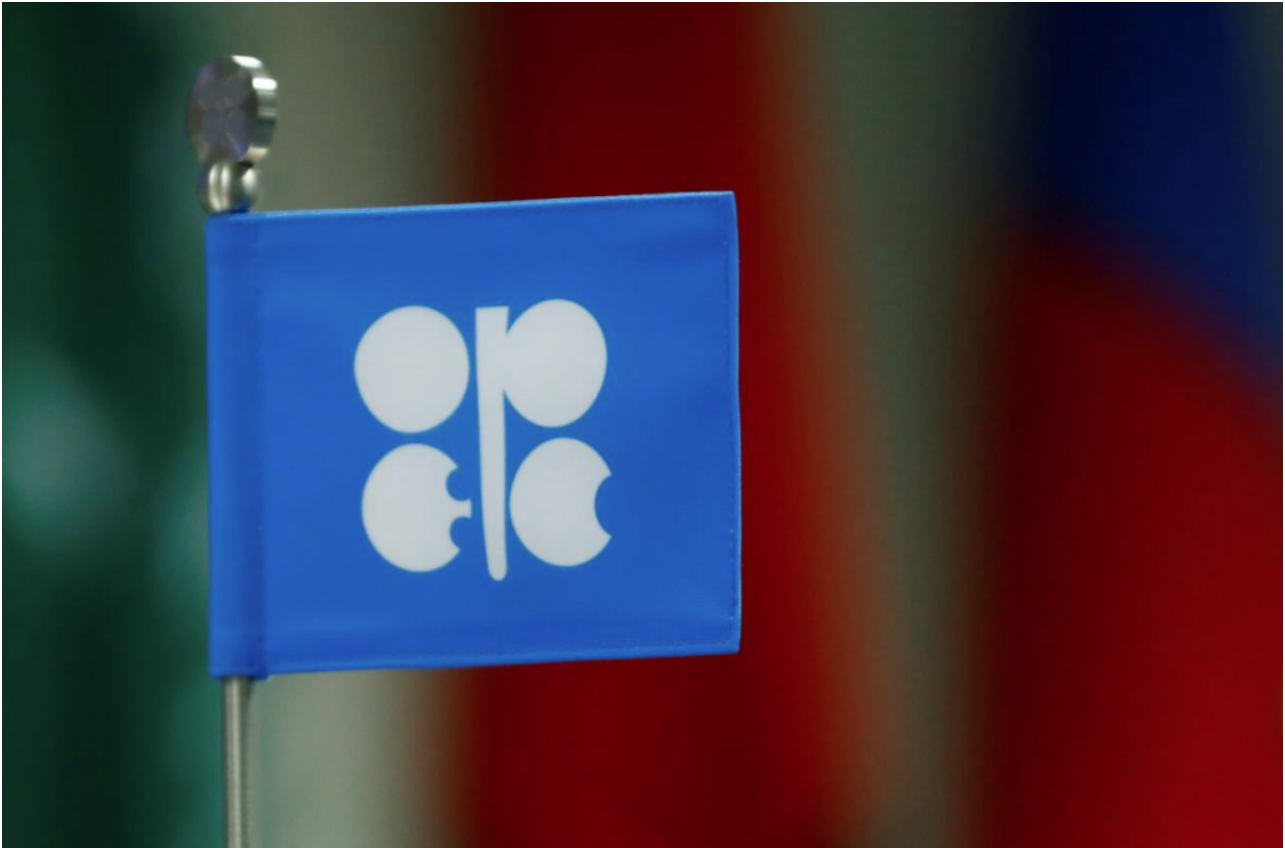
Après ces propos, les prix du pétrole reculaient d'environ 2%

sur les marchés.

Les deux hommes se sont entretenus jeudi soir pour discuter du sujet alors que l'Opep et ses dix partenaires, dont la Russie, doivent se réunir fin juin à Vienne.

Les 14 membres de l'Opep et dix autres producteurs de pétrole, Russie en tête, ont conclu fin 2016 un accord pour baisser le niveau de production de 1,8 million de barils par jour afin de réduire l'excédent d'offre de brut sur le marché et soutenir les prix. L'accord de limitation – qui court jusqu'à la fin 2018 – a permis de réduire l'abondance de l'offre et de pousser les prix vers le haut, le baril remontant autour de 80 dollars contre 30 dollars en janvier 2016.

OPEC, Russia prepared to raise oil output amid U.S. pressure



ST PETERSBURG/DUBAI (Reuters) – Saudi Arabia and Russia are discussing raising OPEC and non-OPEC oil production by some 1 million barrels a day, sources said, weeks after U.S. President Donald Trump complained about artificially high prices.

Riyadh and Moscow are prepared to ease output cuts to calm consumer worries about supply adequacy, their energy ministers said on Friday, with Saudi Arabia's Khalid al-Falih adding that any such move would be gradual so as not to shock the market.

Raising production would ease 17 months of strict supply curbs amid concerns that a price rally has gone too far, with oil having hit its highest since late 2014 at \$80.50 a barrel this month.

Trump tweeted last month that OPEC had “artificially” boosted oil prices.

“We were in the meeting in Jeddah, when we read the tweet,”

OPEC Secretary General Mohammad Barkindo said, referring to a meeting in Saudi Arabia on April 20.

“I think I was prodded by his excellency Khalid Al-Falih that probably there was a need for us to respond. We in OPEC always pride ourselves as friends of the United States,” Barkindo told a panel with the Saudi and Russian energy ministers in St. Petersburg at Russia’s main economic forum.

OPEC officials said by “the need to respond” Barkindo was referring to a tweet he sent the same day, rather than the need to act.

The Organization of the Petroleum Exporting Countries and allies led by Russia have agreed to curb output by about 1.8 million barrels per day (bpd) through 2018 to reduce global stocks, but the inventory overhang is now near OPEC’s target.

In April, pact participants cut production by 52 percent more than required, with falling output from crisis-hit Venezuela helping OPEC deliver a bigger reduction than intended.

Sources familiar with the matter said an increase of about 1 million bpd would lower compliance to 100 percent of the agreed level.

Barkindo also said it was not unusual for the United States to put pressure on OPEC as some U.S. energy secretaries had asked the producer group to help lower prices in the past.

Oil prices fell more than 2 percent toward \$77 a barrel on Friday as Saudi Arabia and Russia said they were ready to ease supply curbs.

NEAR TARGET

Russian Energy Minister Alexander Novak said current cuts were in reality 2.7 million bpd due to a drop in Venezuelan production – somewhere around 1 million bpd higher than the initially agreed reductions.

Novak declined to say, however, whether OPEC and Russia would decide to boost output by 1 million bpd at their next meeting in June.

“The moment is coming when we should consider assessing ways to exit the deal very seriously and gradually ease quotas on output cuts,” Novak said in televised comments.

Initial talks are being led by the energy ministers of OPEC kingpin Saudi Arabia and Russia at St. Petersburg this week along with their counterpart from the United Arab Emirates, which holds the OPEC presidency this year, the sources said.

OPEC and non-OPEC ministers meet in Vienna on June 22-23, and the final decision will be taken there.

Current discussions are aimed at relaxing record-high compliance with the production cuts, the sources said, in an effort to cool the market after oil hit \$80 a barrel on concerns over a supply shortage.

China has also raised concerns about whether enough oil is being pumped, according to a Saudi statement issued after Energy Minister Falih called China’s energy chief on Friday to discuss cooperation between their countries and to review the oil market.

Nur Bekri, administrator of China’s National Energy Administration, told Falih he hopes Saudi Arabia “can take further substantial actions to guarantee adequate supply” in the crude oil market, the Saudi Energy Ministry statement said.

While Russia and OPEC benefit from higher oil prices, up almost 20 percent since the end of last year, their voluntary output cuts have opened the door to other producers, such as the U.S. shale sector, to ramp up production and gain market share.

The final production number is not set yet as dividing up the extra barrels among deal participants could be tricky, the sources said.

“The talks now are to bring compliance down to the 100 percent level, more for OPEC rather than for non-OPEC,” one source said.

RALLY CONCERNS

OPEC may decide to raise oil output as soon as June due to worries over Iranian and Venezuelan supply and after Washington raised concerns the oil rally was going too far, OPEC and oil industry sources told Reuters on Tuesday.

However, it is unclear which countries have the capacity to raise output and fill any supply gap other than Gulf oil producers, led by Saudi Arabia, and Russia, the sources said.

“Only a few members have the capability to increase production, so implementation will be complicated,” one OPEC source said.

So far, OPEC had said it saw no need to ease output restrictions despite concerns among consuming nations that the price rally could undermine demand.

The rapid decline in oil inventories and worries about supplies after the U.S. decision to withdraw from the international nuclear deal with Iran, as well as Venezuela’s collapsing output, were behind the change in OPEC’s thinking.

Le pétrole chute, Ryad et

Moscou semblent prêts à augmenter leur production



NYC/Cours de clôture: Les cours du pétrole ont lourdement chuté vendredi à New York et Londres alors que l'Arabie saoudite et son allié russe ont estimé "probable" un assouplissement des limitations de la production de brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a terminé à 76,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 2,35 dollars par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTIWTI Le West Texas Intermediate (WTI), aussi appelé Texas Light Sweet, est une variation de pétrole brut faisant office de standard dans la fixation du cours du brut et comme matière première pour les contrats à terme du pétrole auprès du Nymex (New York Mercantile Exchange), la bourse spécialisée dans l'énergie.) pour la même échéance a

lâché 2,83 dollars à 67,88 dollars.

Face à la hausse marquée des prix ces derniers mois, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses partenaires pourraient assouplir leur accord de limitation de la production, ce qui a pesé sur les prix vendredi.

Cité par les agences russes lors d'un forum économique à Saint-Pétersbourg, le ministre saoudien de l'Energie Khaled al-Faleh a jugé que les pays producteurs auront "bientôt la possibilité de libérer l'offre".

"Comme nous l'avons toujours dit, le retour du pétrole sur le marché doit se faire progressivement. Nous ne le ferons pas rapidement. Cela interviendra probablement au second semestre de cette année", a-t-il ajouté.

"Si nous arrivons à l'idée commune qu'il est indispensable d'assouplir le niveau (de production, ndlr), cela doit se faire à partir du troisième trimestre", a estimé de son côté le ministre russe Alexandre Novak.

"La Russie est sans doute en faveur de l'assouplissement des règles depuis longtemps. Mais c'est la première fois que l'Arabie saoudite s'exprime aussi clairement sur une hausse de la production", a commenté James Williams de WTRG.

Ryad "veut un prix du baril proche de 70 dollars et ne veut pas qu'il monte à 90 dollars pour ne pas pénaliser les consommateurs", a ajouté M. Williams.

Puits de pétrole

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, est particulièrement observée par les marchés alors que l'offre mondiale est entravée par les baisses de production au Venezuela et pourrait l'être encore plus par les sanctions américaines contre ce pays et contre l'Iran.

"Le déclin de la production de l'OPEP nous pousse à penser que

les réserves mondiales vont baisser au deuxième et au troisième trimestre 2018”, ont jugé les analystes de Société Générale, qui ont revu à la hausse leurs prévisions de prix pour le Brent, à 80 dollars au troisième trimestre.

L’avenir de l’accord de limitation de la production devrait être au coeur de la prochaine réunion de l’OPEP et de ses partenaires, fin juin à Vienne.

Le ministre saoudien a affirmé qu’il rencontrerait ses homologues de l’OPEP, et qu’il aurait l’occasion de se réunir avec M. Novak une ou deux fois avant la réunion de Vienne.

L’Arabie saoudite et la Russie sont deux des trois plus grands producteurs de pétrole au monde, avec les États-Unis.

La chute des prix a par ailleurs été accélérée par la publication vendredi d’un indicateur avancé de la production américaine, à savoir le nombre hebdomadaire de puits de pétrole actifs aux États-Unis.

Celui-ci a augmenté de 15 unités à 859 puits, suggérant une poursuite de la hausse de la production américaine, qui enchaîne actuellement les records d’après les rapports hebdomadaires de l’Agence américaine d’information sur l’Energie (EIA).

Le pétrole baisse, Russie et Arabie saoudite discutent d’une hausse de la production



Londres (awp/afp) – Les prix du pétrole reculaient nettement vendredi en cours d'échanges européens alors que la Russie et l'Arabie saoudite envisagent désormais d'augmenter les seuils de production de l'accord qui les engage, selon des déclarations des ministres de l'Energie des deux pays.

Vers 10H00 GMT (12H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 77,19 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,60 dollar par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 1,35 dollar à 69,36 dollars.

Face à la hausse marquée des prix ces derniers mois, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires pourraient assouplir leur accord de limitation de la production, ce qui pèse sur les prix vendredi.

Les deux meneurs de cet accord, le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak et son homologue saoudien Khaled al-Faleh se sont rencontrés jeudi soir à Saint-Petersbourg et ils envisagent désormais d'augmenter les seuils de production.

"Il est probable qu'il y ait une remontée progressive de la

production au deuxième semestre”, a affirmé vendredi le ministre saoudien, selon des propos rapportés par l’agence Bloomberg.

L’Arabie saoudite, premier exportateur mondial, est particulièrement observée par les marchés alors que l’offre mondiale est entravée par les baisses de production au Venezuela et pourrait l’être encore plus par les sanctions américaines contre ce pays et contre l’Iran.

“Le déclin de la production de l’Opep nous pousse à penser que les réserves mondiales vont décliner au deuxième et au troisième trimestre 2018”, ont jugé les analystes de Société Générale, qui ont revu à la hausse leurs prévisions de prix pour le Brent, à 80 dollars au troisième trimestre.

L’avenir de l’accord de limitation de la production devrait être au coeur de la prochaine réunion de l’Opep et de ses partenaires, fin juin à Vienne.

Le ministre saoudien a affirmé qu’il rencontrerait ses homologues de l’Opep, et qu’il aurait l’occasion de se réunir avec M. Novak une ou deux fois avant la réunion de Vienne.

L’Arabie saoudite et la Russie sont deux des trois plus grands producteurs de pétrole au monde, avec les Etats-Unis.

“L’Arabie saoudite veut garder les prix sous contrôle mais éviter qu’ils plongent complètement”, a résumé Oliver Jakob, analyste chez Petromatrix, qui estime que l’Opep pourrait augmenter sa production de 500.000 barils par jour (alors que l’accord prévoit une baisse de 1,8 million de barils par jour).

The Europeans: Gas War is Behind Washington Quitting the Iranian Nuclear Deal



“It is clear that the upcoming investments will not happen, I do not know which of the major international companies will risk it,” he predicted in an interview with Agence France-Presse.

Washington, ignoring the Europeans’ warnings that it would reimpose the sanctions imposed under the multilateral agreement in 2015, has been back on Iran in return for a pledge to freeze its nuclear program.

US Secretary of State Mike Pompeo warned that European companies, which would continue to deal with Iran in sectors banned under US sanctions, would “be held responsible.”

The United States launched a strategy to search for markets to sell its natural gas and exported 17.2 billion cubic meters in 2017 to EU ports.

According to EHSMarket, the total capacity to import natural gas in Europe will increase by 20% by 2020.

Guerre économique : entretien avec Pierre Conesa sur le cas du Qatar et de l'Arabie Saoudite



Ancien haut fonctionnaire de la Défense, directeur général de la CEIS de 2005 à 2011, auteur et spécialiste du Moyen-Orient, Pierre CONESA a accepté de répondre aux questions du Portail de l'IE au sujet de la guerre économique entre le Qatar et l'Arabie Saoudite. La situation exposée dans cet entretien démontre que la guerre économique est une forme de conflictualité de plus en plus préférée à l'affrontement militaire. Surtout, elle confirme que les entreprises

internationales sont les plus susceptibles d'être les premières victimes de ces conflits.

PIE : Lors de la mise en place de l'embargo, l'année dernière, des pays de la péninsule contre le Qatar, vous aviez alerté sur le fait que cette décision puisse se transformer en guerre économique globale susceptible d'affecter les entreprises françaises. Quelle est votre analyse 6 mois après le début de la crise ?

Pierre CONESA : La brutalité du déclenchement de cet embargo avec, en particulier, l'extension complète aux interdictions de survol aérien, de fermeture des frontières, etc., avait évidemment de quoi inquiéter un certain nombre d'entreprises qui avaient des intérêts des deux côtés, aussi bien aux Émirats Arabes Unis et Arabie Saoudite d'un côté, que du Qatar de l'autre. Suite à cela, j'ai été mandaté par des entreprises françaises pour aller voir comment se posaient les problématiques sur place et éventuellement alerter les autorités politiques françaises. Effectivement cela avait quelque chose d'assez surprenant étant donné qu'on n'avait pas l'impression qu'il s'agissait d'une crise grave comme l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler. En effet, ce n'est pas une crise qui a pris place sur des enjeux militaires pour beaucoup de raisons : d'abord il y a la base américaine au Qatar et cela complique déjà beaucoup les choses, ensuite parce qu'il y avait vraiment pas matière à faire la guerre. Le risque de nature économique car la caractéristique de la région est qu'il y a très peu de commerce entre pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) : un investisseur est obligé de prendre un partenaire local qui soit propriétaire capitaliste majeur. Or un Qatari n'acceptera pas le sponsoring d'un Saoudien et réciproquement. Donc évidemment, il n'a pas de raison qu'un des citoyens d'un de ces États aille commercer dans un autre État du golfe puisque cela le mettrait dans des situations humiliantes sur le plan honorifique et commercial. Ces gens n'ont rien à s'exporter mutuellement. Comme le risque de pression économique était

très élevé, la crainte de prise en otage des entreprises étrangères était entièrement fondée. Il était évidemment moins facile de faire pression sur les entreprises américaines ou chinoises, alors il restait les entreprises européennes qui pouvaient être fragilisées voire prises en otage dans ce scénario de crise.

PIE : Ce scénario s'est-il finalement produit ?

Pierre CONESA : Au début, il y a eu une alerte sur une grande banque d'affaire européenne qui a fait l'objet de pressions de la part de l'Arabie Saoudite pour qu'elle retire ses intérêts au Qatar. Ensuite, je n'ai pas entendu parler d'autres affaires de cette nature. Il semble que beaucoup de gouvernements occidentaux, et en particulier le gouvernement français, ont fait comprendre qu'il n'était pas question que des entreprises françaises soient prises en otage et que la France ne prendrait pas position sur le conflit.

PIE : La France a donc affirmé et même imposé, sa position de neutralité dans cette affaire ?

Pierre CONESA : Oui, je pense que le Président, dans des entretiens directs, a dû le faire savoir assez clairement. C'était une manière d'anticiper sur les idées qu'auraient pu avoir en tête l'un ou l'autre des pays-membres du CCG. Ce qui fait qu'on est dans une situation de blocage complet. Rien n'a changé. La caractéristique économique de cet embargo est intimement liée à la situation économique et géographique des parties prenantes. Les Emirats sont un des pays les plus concernés par cet embargo. En effet, toute la réexportation des produits étrangers européens, américains, etc... vers Qatar passait par Dubaï. Mais à cause des interdictions, la perte était donc considérable pour les Emirats dont le port de Dubaï ne pouvait plus faire son travail de réexportation. De même l'Arabie Saoudite ne pouvait plus exporter ses produits agricoles frais, vous pensez bien qu'immédiatement les Turcs, les Iraniens, les Français, tout le monde s'est précipité au

Qatar, dont il faut rappeler que c'est un des pays les plus riches de la planète en PIB/habitant, pour le fournir en tout ce que ses habitants désiraient. L'embargo n'est pas un embargo international, il ne concernait que l'Arabie Saoudite, Bahreïn, l'Égypte et les Emirats Arabes Unis qui interdisaient les moyens qatariens. Donc tous les pays qui n'y participaient pas se sont précipités pour vendre leurs produits au Qatar par exemple, les avions français n'étaient pas interdits de survol du territoire saoudien. **PIE** : Est-ce que la situation des acteurs concernés a évolué, au niveau leurs positionnements et dans les répercussions de l'embargo sur leurs économies et leurs systèmes politiques.

Pierre CONESA : Je ne l'ai pas remarqué. Lorsque j'y étais les supermarchés étaient pleins et le gouvernement Qatari était en train de construire un hangar de 250 000 m² car il avait déjà fait face à un embargo en 2013 et comme ça recommençait en 2017, il ne voulait plus se retrouver paralysé. On peut aussi mentionner la base turque construite au Qatar suite à un accord justement signé en 2014, peu de temps après le premier embargo. La Turquie se promettait d'envoyer 3 000 hommes sur sa base au Qatar. Ce partenariat renforcé de défense avec la Turquie fait aussi partie de la stratégie de défense du Qatar. À cet égard il faut rappeler une des 13 conditions posées à Qatar pour la levée de ce blocus était la fermeture de cette base, ce que Qatar n'a pas fait.

PIE : Ainsi, d'après vous, la situation n'est pas prête d'évoluer ?

Pierre CONESA : Non, parce que ce que sont des pays qui ne vivent pas de l'exportation (hors hydrocarbures), au contraire leur niveau de vie est assuré par l'importation. Donc si vous n'êtes pas fournisseur de l'un vers l'autre, le blocage diplomatique n'est pas sans issue : l'Arabie Saoudite aura toujours des gens qui viendront lui vendre ce dont elle a besoin, le Qatar pareil et les Emirats pareil. Dans un espace comme l'Union Européenne où la France est le premier client de

l'Allemagne et l'Allemagne le premier client de la France, c'est sûr que s'il y avait un blocus entre l'un et l'autre les conséquences sur leurs industries seraient énormes. Mais là, comme il y a peu de commerce entre eux, ces attaques diplomatiques sont très limitées. En réalité, le paradoxe est qu'il y avait beaucoup de Saoudiens qui allaient passer des vacances à Qatar parce que l'ambiance y est beaucoup plus détendue qu'en Arabie Saoudite. Donc c'est ironique mais ce sont plutôt les Saoudiens qui sont sanctionnés par cette décision.

PIE : On a pu lire que le Qatar essayait de faire évoluer sa situation pour être préparé et plus résilient face à ce genre de crise. Peut-on comparer cela au comportement de la Russie lorsque celle-ci a voulu avoir une économie plus indépendante et plus diversifiée suite aux sanctions occidentales qui ont découlées de la crise en Ukraine ?

Pierre CONESA : C'est vrai, cependant le défi économique n'est pas de la même nature dans un micro-pays comme le Qatar et dans un pays comme la Russie. Alors qu'en Russie, il faut créer du travail sur place. Au Qatar ce sont surtout des travailleurs immigrés qui travaillent sur place tandis que les Qataris font du commerce. Que le pays ait tenté d'être plus préparé ou d'empêcher ce genre de scénario de se reproduire, oui ! Cela c'est notamment fait à travers des accords à long terme avec un certain nombre de fournisseurs et avec une politique plus indépendante vis-à-vis du cadre des accords commerciaux entre membres du CCG. Aussi, il est vrai que le Qatar cherche à avoir sa propre logique, aussi bien vis-à-vis des pays occidentaux, que des pays alentours.